



Commission permanente de Contrôle linguistique
rue Montagne du Parc 4 – 1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 24 janvier 2016

[...]

[...]

Monsieur l'Administrateur délégué,

En sa séance du 22 janvier 2016, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL), siégeant sections réunies, a consacré un examen à une plainte contre l'affichage des horaires aux arrêts situés dans les communes périphériques qui n'accordent pas la priorité au néerlandais. En outre, ceux-ci sont trilingues (français, néerlandais, anglais).

Le plaignant observe que tous les horaires dans les communes périphériques sont identiques en ce qui concerne l'emploi des langues et ajoute une photo de l'horaire de l'arrêt "Viaduc E40" à Kraainem à sa plainte.

*
* *

Les lignes du tram et du bus de la STIB sont des services décentralisés du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale dont l'activité ne s'étend pas à tout le territoire de la région. En application de l'article 33 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles, ces services tombent sous les dispositions du Chapitre III, section 3, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (LLC).

Les arrêts du bus et du tram sont des services locaux au sens des LLC. Les textes, mentions et dénominations y apposés constituent des communications au public (cf. avis 33.442 du 22 novembre 2001 et 37.077 du 16 février 2006).

En application de l'article 24 des LLC, les services locaux établis dans les communes périphériques rédigent en néerlandais et en français, les avis, les communications et les formulaires destinés au public.

Par ailleurs, la CPCL a toujours précisé que, contrairement à la région bilingue de Bruxelles-Capitale où les deux langues se trouvent, par définition, placées sur pied d'égalité, les communes périphériques appartiennent à la région unilingue de langue néerlandaise, région dotée de régimes particuliers qui dérogent à la réglementation générale. Cela signifie qu'en tout état de cause, en région unilingue, ces règles spéciales ne peuvent avoir pour effet de passer outre le caractère prioritaire de la langue de la région. Ces règles spéciales ne peuvent également avoir pour résultat d'assimiler au même niveau les deux langues dans tous leurs aspects (e.a. avis 43.102 du 20 janvier 2012).

Ce point de vue est partagé par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle selon laquelle, bien que les LLC prévoient une réglementation particulière à l'intention des habitants francophones des communes périphériques, ce régime ne peut porter aucun préjudice au

caractère unilingue de la région de langue néerlandaise à laquelle appartiennent lesdites communes. Cela implique que la langue qui doit y être utilisée en matière administrative est en principe la langue néerlandaise et que des dispositions qui autorisent l'emploi d'une autre langue ne peuvent avoir pour effet qu'il soit porté atteinte à la primauté de la langue néerlandaise garantie par l'article 4 de la Constitution (arrêt n° 26/98 du 10 mars 1998).

Eu égard à cette priorité précitée, le texte néerlandais précède le texte français en région de langue néerlandaise, soit de gauche à droite, soit de haut en bas, ce, conformément à la jurisprudence constante de la CPCL (cf. avis 22.229 du 18 novembre 1992, 24.166 du 25 novembre 1993, 28.037B du 12 juin 1997, 43.044 du 10 juin 2011, 43.083 du 25 novembre 2011 et 45.044 du 7 juin 2013).

Pour ce qui est de l'emploi de l'anglais, la CPCL estime que lorsque ces avis et communications s'adressent à un public international, une communication en anglais peut être ajoutée aux communications en français et en néerlandais (cf. avis 30.187 du 22 octobre 1998, 33.373/374/375 du 24 janvier 2002, 41.076 du 18 septembre 2009, 41.133 du 20 novembre 2009 et 42.152 du 8 avril 2011).

*
* *

Dans son avis 45.128 du 27 juin 2014, la CPCL a estimé qu'en égard à l'endroit où se trouve l'arrêt du bus "Viaduc E40" de la ligne 42 à Kraainem, les communications à cet arrêt ne peuvent pas être considérées comme des avis destinés à un public international et que, partant, l'horaire affiché à l'arrêt doit être rédigé en néerlandais et en français avec une priorité accordée au néerlandais, sans traduction complémentaire en anglais.

La CPCL constate que les horaires aux arrêts des communes périphériques sont trilingues (F-N-A), alors que, dans les communes périphériques, la priorité doit être accordée au néerlandais. Pour ce qui est de l'emploi de l'anglais, elle signale qu'un horaire en anglais ne peut être ajouté que lorsque les arrêts se trouvent dans des endroits à caractère touristique ou international, ce qui n'est pas le cas en l'occurrence. L'affichage systématique d'horaires trilingues n'est pas conforme aux LLC (cf. avis 47.113 du 18 septembre 2015).

La CPCL estime que la plainte est recevable et fondée.

Copie du présent avis est notifiée au plaignant.

Veillez agréer, Monsieur l'Administrateur délégué, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président,

E. VANDENBOSSCHE